

# Gbagbo s'est « accroché au pouvoir »

**Le procès de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo s'est ouvert devant la CPI. La procureure y a dénoncé son appétit de pouvoir.**

**L**aurent Gbagbo s'est accroché au pouvoir «*par tous les moyens*», a accusé ce jeudi la procureure de la Cour pénale internationale (CPI) à l'ouverture du procès de l'ancien président ivoirien, cinq ans après des violences qui ont déchiré une Côte d'Ivoire toujours en quête de «*vérité*».

M. Gbagbo est le premier ex-chef d'État poursuivi par la CPI. Son procès pour crimes contre l'humanité, qui doit durer entre trois et quatre ans, est un vrai test pour la Cour, entrée en fonction en 2003.

L'ex-président et son coaccusé Charles Blé Goudé, 44 ans, ancien chef de milice, sont poursuivis pour leur rôle dans la crise née du refus de M. Gbagbo de céder le pouvoir à Alassane Ouattara, reconnu vainqueur notamment par les États-Unis et l'Union européenne de l'élection présidentielle de la fin 2010.

Les deux hommes ont plaidé non coupable de meurtres, viols, actes inhumains et persécutions.

## « Violences innommables »

«*La Côte d'Ivoire a sombré dans le chaos et a été le théâtre de violences innommables*», a déclaré la procureure Fatou Bensouda lors de l'audience publique à La Haye, siège la CPI.

Ces violences ont fait plus de trois mille morts en cinq mois, des deux côtés des belligérants.

«*Lorsqu'il a compris que la présidence allait lui échapper, Laurent Gbagbo, en concertation avec des membres d'un cercle privés de proches, a commencé à mener une campagne de violences orchestrées contre ceux considérés comme ses opposants*», a soutenu Fatou Bensouda.

Des attaques contre des civils ont alors été perpétrées par des forces gouvernementales et milices sous le contrôle des accusés, a affirmé M<sup>me</sup> Bensouda. Et de citer le bombardement d'un marché dans le quartier d'Abobo à Abidjan, le viol d'une femme dans un poste de police ou la répression sanglante de manifestations.

## « Procès de la honte »

Laurent Gbagbo est apparu visiblement détendu à son procès. Souriant, portant un costume bleu foncé, il a adressé des baisers à ses partisans assis dans la galerie du public.

Quelques centaines de partisans de l'ex-président qui ont fait le déplacement ont chanté leur soutien devant le bâtiment de la CPI, arborant des écharpes, chapeaux

et autres appareils aux couleurs de la Côte d'Ivoire : vert, blanc et orange.

«*Libérez Gbagbo !*», «*Procès de la honte !*», «*Gbagbo président !*» scandaient-ils au rythme de tambours.

Pour le camp Gbagbo, ce dernier est un chantre du multipartisme et la France, ancienne puissance coloniale, est derrière le «*complot*» qui a entraîné sa chute.

Le juge-président, Cuno Tarfusser, a de son côté mis en garde contre toute «*instrumentalisation politique*» du procès, rappelant que «*ce n'est pas un procès contre la Côte d'Ivoire*».

En Côte d'Ivoire, des écrans géants ont été installés pour que la population puisse suivre les procédures.

Laurent Gbagbo, dont la santé est «*fragile*», selon ses avocats, a été livré à la CPI en 2011. Charles Blé Goudé avait été transféré à La Haye en 2014.

Simone Gbagbo, épouse de Laurent, a été condamnée à 20 ans de prison en Côte d'Ivoire pour son rôle dans la crise, en compagnie de 78 autres personnes.

Aucun membre du camp Ouattara n'a encore été inquiété par la CPI, ce qui lui vaut parfois d'être taxée de «*justice des vainqueurs*». M<sup>me</sup> Bensouda a répondu à ces critiques, assurant devant les juges que l'enquête porte «*sur les deux côtés du conflit (...) Cela prend du temps et nous demandons de la patience*». ■